

<http://divergences.be/spip.php?article849>



Pierre Sommermeyer

L'impasse chinoise

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2008 -

Date de mise en ligne : mardi 13 mai 2008

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

La Chine est à la une de nos médias. Les problèmes des JO, du Tibet et des droits de l'homme nous préoccupent beaucoup. Les Jeux auront lieu cette année dans l'ordre. Est-ce plus scandaleux que le déroulement des Jeux d'Atlanta dans le Coca-Cola en 1996 ? Croire qu'en échange des Jeux la Chine ferait participer le reste du monde à sa croissance était une preuve de réalisme pragmatique : c'est ce qu'elle vient de faire en investissant des sommes colossales dans des banques américaines menacées de banqueroute.

Quand on nous dit que les jeux Olympiques sont indépendants de la politique, on nous dit en réalité que la machine à intoxiquer fonctionne très bien.

Le pouvoir de Pékin aimerait sans doute que les droits de l'homme fonctionnent en Chine comme ils le font en Occident, c'est-à-dire sans incidence sur la situation sociale. Malheureusement, tant que les travailleurs chinois ne l'auront pas compris, tant qu'ils demanderont davantage de tout, et pas seulement le droit de changer de maîtres à intervalles réguliers, il faudra bien qu'ils attendent...

Pour le Tibet, il est très intéressant de voir que, plus on en est loin, plus on est radical. En étant intraitable avec le dalaï-lama, le pouvoir chinois pousse une partie des Tibétains à se radicaliser, donc à manifester d'autant plus violemment que leur situation est de plus en plus misérable ; dans leur réserve ils sont les Peaux-Rouges des Chinois. Cette radicalisation fait l'affaire de la Chine, car cet arbre tibétain cache la forêt chinoise, c'est-à-dire la situation critique du pays, que le pouvoir de Pékin s'efforce de dissimuler tant pour lui est importante la tenue des Jeux dans une paix civile apparente.

La forêt chinoise est composée de trois éléments : l'inflation (la hausse des prix qui touche essentiellement l'alimentation), la situation sociale des « masses laborieuses » et, enfin, la fourniture des matières premières utilisées pour alimenter le développement industriel chinois, à savoir la croissance d'un cinquième de l'humanité.

Le prix de l'alimentation

Cet hiver, la neige a frappé durement le développement économique chinois et a fait apparaître le pays pour ce qu'il est vraiment : un géant aux pieds d'argile. Il a suffi que les transports ferroviaires soient bloqués par d'imprévisibles et importantes chutes de neige pour que l'économie de la plus grande partie de la Chine méridionale s'arrête faute de charbon qui fait fonctionner aussi bien les chauffages que les usines et du matériel lourd ferroviaire capable de déneiger les voies ferrées. Cela a aussi entraîné une désorganisation de la production et de la distribution des aliments de base, légumes, céréales, viande. Cette soudaine raréfaction a eu pour conséquence une hausse du coût de la vie, donc une inflation des prix qui commence à devenir douloureuse pour la population : de 7% pour les uns, de 8,7% pour les autres, ces différences d'appréciation illustrant juste l'absence de statistiques fiables dans l'empire du Milieu. Comme partout, ce sont les produits de première nécessité qui sont visés. La viande et l'huile, par exemple, auraient vu leur prix augmenter en un an de 50 %. Le kilo de porc coûte 60 % de plus qu'un an auparavant : base de la nourriture chinoise, le porc devient rare, car cet hiver beaucoup de bêtes sont mortes de froid, ou, dans les élevages industriels, d'épidémies dues au manque d'hygiène.

Les salaires

Cette pénurie alimentaire risque d'entraîner des troubles sociaux. Le pouvoir central va tenter d'y faire face là où il a le plus de capacité à intervenir, sur la bande côtière hyperdéveloppée. Dans son édition du 4 avril, *Le Monde* annonce que les salaires chinois ont augmenté de 18,7 %. Quand on regarde les chiffres de près, les faits sont un

peu différents. Le salaire annuel moyen atteint l'équivalent de 2 275 euros (24 932 yuans), c'est-à-dire 189 euros par mois. Mais cette moyenne cache d'importantes disparités. Le salaire moyen est d'environ 40 000 yuans du côté de Canton ou de Shanghai. À Shanghai, le salaire minimum a été augmenté de 14 % ; il est passé de 840 à 960 yuans par mois, ce qui ne fait pas plus de 10 000 yuans pour l'année ! Simultanément, les officiels font état de la revalorisation des retraites et des allocations chômage. Ils vont même jusqu'à dire qu'un employé d'une société d'État, s'il gagne moins de 10 % du salaire de son patron, serait en droit de demander une augmentation. Mais quel employé, ouvrier, où que ce soit, connaît le salaire de son patron ? Ces augmentations par-ci par-là, quelle que soit leur importance, ne sont là que pour cacher l'accroissement rapide du coût de la vie. Il ne s'agit pas d'améliorer le quotidien des petites gens, mais juste de faire en sorte que le mécontentement ne vire pas à la révolte.

La possibilité de troubles sociaux n'est pas envisageable tant dans la région côtière où les salaires, même s'ils sont bas, augmentent quand même, que dans le reste du pays, essentiellement agricole, où ce type de compensation n'existe pas. Ce sont ces troubles sociaux possibles, et même probables, qu'il va falloir empêcher, ou au moins cacher, afin de ne pas perturber le déroulement des jeux Olympiques.

La situation des travailleurs

Depuis plus d'un an, nous assistons à une déferlante de réglementations sociales. La liberté syndicale a été proclamée, au profit d'un seul syndicat bien sûr, permettant au pouvoir chinois d'avoir un œil à l'intérieur des entreprises appartenant aux « étrangers ».

La sécurité sociale a été instituée, mais en dehors des entreprises d'État peu le savent. Le Chine Labour Bulletin, ONG résidant à Hongkong, rapporte que des ouvriers de Zhangzhou, province du Fujian, mis à la préretraite pour des raisons de restructuration et arrivés à l'âge de la retraite officielle, se sont aperçus qu'ils n'avaient pas droit alors à la sécurité sociale. Leurs multiples démarches auprès de toutes les instances gouvernementales se sont heurtées à une fin de non-recevoir. La sécu, ce n'est pas pour les retraités.

Dans les entreprises où il y a une section syndicale, les permanents sont payés par le patron. Ainsi, même s'ils sont conscients des problèmes, ils ne peuvent rien faire. Dans l'aciérie Yuegang, province du Shaanxi, les ouvriers ont élu leurs représentants. Comme le résultat n'a pas plu à la direction, celle-ci leur a ordonné de revoter... et elle fut satisfaite. Cela n'a pas empêché quelque temps après les ouvriers de se mettre en grève pour des augmentations de salaire. Pour appuyer leurs revendications, ils bloquèrent l'autoroute interprovinciale pendant quatre jours, provoquant une désorganisation importante dans cette partie très industrialisée de la province. Mais, malgré la solidarité des ouvriers d'autres entreprises, délogés par la police à la faveur de la nuit, ils durent reprendre le travail.

Dans les milieux ruraux, chez les paysans, il n'est plus question de salaires, mais de la présence de ces fermes qui empêchent le développement des villes et surtout la mise en place de chantiers lucratifs pour les bureaucrates locaux. Toutes les méthodes sont bonnes pour anéantir la résistance à l'expulsion. Dans la zone de développement économique de Chuzhou, province de l'Anhui, les grands moyens ont été utilisés pour déloger un cultivateur de champignons. Ses protestations, ses contrats de location, rien n'y a fait. La police a refusé d'intervenir lors de la première tentative de démolition. Au paysan qui protestait, il fut répondu : « C'est la dictature du prolétariat. » La fois suivante, une bande de malfrats aux ordres de la mairie est venue tout casser. Comme elle résistait, la paysanne a été jetée par la fenêtre de sa maison. Elle fut transportée à l'hôpital avec des fractures de la colonne vertébrale et son mari réussit malgré tout à faire payer les soins par la commission chargée de gérer la zone, un peu honteuse de ses actes. Mais le paysan et tous ses voisins étaient partis : le chantier pouvait démarrer.

La machine économique

Pour faire face aux défis intérieurs, le pouvoir chinois a lancé sa finance à l'assaut du monde. Il lui faut assurer son approvisionnement en pétrole, les fonds souverains vont faire leur apparition dans le capital de Total pour un petit 1,5 %, le PDG de cette multinationale avouant qu'il leur avait demandé de ne pas dépasser 3 %... Ces mêmes fonds avaient déjà tenté de mettre la main sur une compagnie américaine il y a deux ans et en avaient été empêchés par l'opposition résolue du Congrès américain. Il y a quelques mois, il n'y eut personne pour empêcher les Chinois de prendre une part importante de la banque d'affaires américaine Morgan Stanley pour la sauver du krach dû aux subprimes.

Le pays doit assurer son approvisionnement en minerai de fer et c'est la bataille pour contrôler la fusion de deux trusts australiens spécialisés dans la production de minerai, BHP Billiton et Rio Tinto, respectivement premier et troisième du classement mondial dans leur catégorie. Il s'agit pour la Chine de devenir un partenaire incontournable dans ce domaine. Un trust chinois, producteur d'aluminium, Chinalco, ayant déjà pris 9 % des actions de Rio Tinto, cette fois c'est Baosteel, géant chinois de l'acier, qui est à la manœuvre.

La course en avant

Le pouvoir chinois sait qu'il est assis sur une caisse de dynamite dont la mèche est pour le moment éteinte. Il doit tout faire pour empêcher l'explosion. À court terme, la bonne tenue des Jeux lui est indispensable et, à moyen terme, il lui faut développer son emprise sur le reste du monde. Si la Chine représente un cinquième de la population mondiale, elle ne dispose que de 0,094 hectare de terre arable par personne, contre 0,25 hectare pour le reste du monde. Il lui faut trouver d'autres sources d'approvisionnement de nourriture, comme de minerai. D'où son intérêt marqué pour l'Afrique. Il ne s'agit pas de colonialisme mais juste d'expansion impérialiste.